



MARDI 14 JANVIER

MANIFESTONS

DEVANT LE PALAIS DES BEAUX-ARTS

**CONTRE LA BARBARIE SOCIALE MENÉE
PAR L'UNION EUROPÉENNE**

EN GRÈCE

à partir du 1er janvier 2014, c'est donc au gouvernement grec que sera confiée la présidence du Conseil de l'Union européenne.
Après quatre ans d'austérité dévastatrice –faite d'attaques incessantes contre les droits des travailleurs, l'amputation des revenus de 50%, le bradage des richesses du pays et le démantèlement des biens publics, tels que la santé et l'éducation–, ce choix est une pure provocation. La présidence grecque symbolise l'autoritarisme et la barbarie sociale que les élites économiques veulent imposer aussi ailleurs. Cette expérimentation abjecte doit être stoppée maintenant, avant de déferler sur l'Europe !

La Grèce est le pays de la zone euro où la stratégie de choc imposée par l'UE est appliquée le plus crûment. La politique économique suivie sous les diktats de la Commission, de la BCE et du FMI a non seulement fait grimper la dette mais a provoqué une catastrophe sans précédent pour la société grecque : le chômage atteint désormais les 27% (et plus de 55% pour les jeunes) alors que plus d'un million de travailleurs demeurent impayés depuis des mois. Le peuple grec cède au désespoir et des centaines de milliers de jeunes quittent leur pays.

Au-delà des retombées économiques, les mémorandums et l'austérité extrême ont sapé les principes démocratiques fondamentaux et les droits de l'Homme. La Constitution et le Parlement sont court-circuités comme dans le cas de la fermeture de l'audiovisuel public, les grèves et les mobilisations contre cette barbarie sont interdites ou réprimées violemment, les militants antifascistes et les immigrés sont torturés par la police. Aujourd'hui la démocratie en Grèce est un mot dénué de sens.

L'UE se tait face aux crimes du gouvernement grec et demande des mesures encore plus strictes : sous les ordres de la Troïka, le gouvernement va bientôt opérer de nouvelles coupes dans les dépenses publiques ; accentuer la politique des licenciements dans l'éducation et la santé ; obliger les familles, ne pouvant plus rembourser leur prêts, à revendre à prix bradé leur appartement ou leur maison et se retrouver ainsi dans la rue.

Mais la lutte continue : après une grève de trois mois du personnel administratif des universités, le monde de l'éducation et de la santé est en ébullition alors que les travailleurs de plusieurs usines et compagnies privées sont en grève.

Pendant ce temps, le gouvernement grec va dépenser des millions d'euros pour la présidence de l'UE afin que ses ministres se baladent à Bruxelles. Ne les laissons pas faire ! Les mobilisations contre la présidence grecque à Bruxelles peuvent contribuer à la chute du gouvernement en Grèce et faire barrage au fléau qui menace l'Europe entière.

**Nous appelons à manifester le 14 janvier,
au Bozar, rue Ravenstein 23, à 19 heures,
lors de l'inauguration de la présidence grecque**
afin d'unir nos voix et nos actions à celles du peuple grec en lutte.
Afin que, depuis Bruxelles aussi, l'on envoie au gouvernement et à l'UE
le même message : la politique catastrophique de l'austérité ne passera pas !

Initiative de Solidarité avec la Grèce qui résiste

<http://solidarity-greece.blogspot.be>

Comités Action Europe

<http://www.comitesactioneurope.net>

Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde

<http://cadtm.org>

Attac-Bruxelles [1]

<http://bxl.attac.be>